

Michel Maffesoli: “La révolte des peuples”

Par

[Michel Maffesoli](#)

-



Michel Maffesoli, professeur émérite à la Sorbonne, membre de l'Institut Universitaire de France, nous donne son analyse du phénomène des “gilets jaunes” et des grandes mutations qui touchent la société française.

Contrairement à ce que disent de nombreux commentateurs, les « gilets jaunes » ne constituent pas un phénomène complètement inédit. Certes, la dégradation de certains de nos lieux et monuments les plus symboliques, les violences physiques, les blessures, les incendies sont des événements particuliers, d’une intensité importante. Mais, comme le notait déjà Durkheim, tout phénomène « d’effervescence » sociale secrète des « à côté » incontrôlables.

Le « clapotis des causes secondes » ne doit pas nous empêcher de voir ce qui est essentiel : ainsi le fait d'entendre parler de « refus de la représentation », de « déni de la démocratie », d'un mouvement qu'on ne peut pas canaliser, etc. En bref, il s'agit d'un mouvement sans leader et sans revendication explicite ou en tout cas rationnelle ; et d'un mouvement comme les commentateurs le constatent avec dépit dans lequel « on ne peut plus distinguer les “vrais” gilets jaunes des casseurs ».



L'ombre des majorités silencieuses.

Il se trouve que, depuis de longues années, dans la foulée des analyses de mon regretté ami Jean Baudrillard dans ce qu'il nommait « à l'ombre des majorités silencieuses », je m'emploie à souligner l'importance de la « société officieuse ». Les phénomènes auxquels on assiste depuis trois semaines s'inscrivent dans l'ambiance de notre époque postmoderne. Il n'y a pas de mouvement présentant un front uni, de convergence des contestations, de rassemblement national fût-il populaire.

Ce n'est pas parce que les manifestations se sont répandues en épidémie (épidémie dont on pouvait observer depuis de longues semaines qu'elle couvait sur les réseaux sociaux, dans les discussions du café du Commerce, bref là où vivent les gens), ce n'est pas parce que les manifestations se sont répandues de manière virale, donc, qu'il s'agit d'un mouvement uni, organisé. Je dirais plutôt qu'il s'agit d'innombrables tribus, montant les unes à l'assaut d'un carrefour, les autres empêchant l'accès à la grande surface du coin, d'autres encore attaquant les lieux symboliques des élites, politiques et marchandes.

Il s'agit d'être-ensemble pour être-ensemble, ce qui est le vecteur essentiel de toute socialité.

Il n'y a pas de revendication unifiant ces tribus, et même les demandes les plus réitérées sont souvent contradictoires (consommer moins cher, mais lutter contre la mondialisation ; développer le local, mais favoriser les déplacements lointains ; s'agréger en groupes, mais en même temps préserver l'usage individuel de la voiture ; etc.). A tel point que les réactions traditionnelles des politiques et des médias sont totalement à côté de la plaque. C'est plutôt la forme que le contenu qui caractérise ce mouvement. Or, il faut souligner l'importance de la forme, c'est-à-dire la manière dont les personnes se lient, font groupe, font cohésion sociale. Ne l'oublions pas, la « forme est formante ».

C'est exactement cela qui se passe ; c'est en manifestant, en revenant week-end après week-end que le mouvement dessine sa forme. Samedi dernier, je voyais un groupe passer dans la rue, les gens se disant « à samedi prochain », comme lorsqu'on se sépare après un match de foot de son club. Il s'agit d'être-ensemble pour être-ensemble, ce qui est le vecteur essentiel de toute socialité.

Ces tribus ne sont pas uniformes ; on y trouve des jeunes et des vieux, des très pauvres et des moins pauvres, des écologistes et des adeptes de la croissance toujours plus forte. On y trouve aussi la ou les tribu(s) des « casseurs », ces jeunes gens adeptes de la confrontation violente avec les « flics » comme ils le seraient de n'importe quel sport à risques. Ces tribus entraînent dans leur hystérie, par contamination, d'autres individus.

Le dégagisme.

Et rien ne sert de renvoyer la responsabilité de ces événements à telle ou telle attitude du gouvernement, à telle ou telle politique suivie. L'effroi dont font preuve, en leur étroit « entre-soi », les journalistes et politiques, survient parce qu'ils prennent peu à peu conscience de ce qui meut, plus ou moins inconsciemment, la révolte populaire : le fameux et tout à fait postmoderne « DÉGAGISME ».

Notons, d'ailleurs, que c'est ce même « dégagisme » qui a présidé à l'élection d'Emmanuel Macron. Eh oui, n'oublions pas, le tribalisme et les mutations de l'époque se font pour le meilleur et pour le pire. L'élection présidentielle a pu donner l'illusion d'un renouveau, mais on a bien vu très rapidement que l'hypothèse Fake se confirmait au détriment de celle d'un président de la république icône de la postmodernité (cf, Michel Maffesoli : *Être postmoderne*, postface d'Hélène Strohl : « Emmanuel Macron, icône ou “fake” de la postmodernité », Le Cerf, 2018).

Aucun moratoire, aucune suspension des « mesures » ayant servi de prétexte à cette révolte, ne sauraient apaiser la colère des jeunes, la mélancolie des campagnes, la grogne populaire.

Il est possible que le mouvement, du fait des dégradations et des peurs qu'elles ont suscitées, s'effiloche. En tout cas, aucun moratoire, aucune suspension des « mesures » ayant servi de prétexte à cette révolte, ne sauraient apaiser la colère des jeunes, la mélancolie des campagnes, la grogne populaire. En ce sens, les réactions de nombre de politiques ne font que creuser le fossé existant entre ce qu'il convient de nommer : l'opinion publiée et l'opinion publique.



Le retour du peuple.

Il faut comprendre qu'on ne « canalise » pas les explosions d'émotions collectives par des négociations avec des représentants ! Pour reprendre une formule d'un penseur exigeant, mal compris et pourtant en prise directe avec l'esprit du temps, Nietzsche, on peut, concernant la situation contemporaine, rappeler son axiome de base : « Rien de décisif ne se bâtit que sur un malgré tout ».

C'est bien ce « malgré tout » qui est en jeu actuellement. Malgré la violence, malgré les incendies et autres exactions, qu'il serait selon les observateurs difficile d'attribuer à l'extrême gauche ou à l'extrême droite, ce qui est en jeu est bien une révolte des peuples. Révolte globalement contre des élites, en particulier les journalistes, mais révolte plus particulièrement contre celui qu'on a élu à la Présidence de la république. Il y a dans l'inconscient collectif – difficilement exprimable par les mots – une honte fondamentale : s'être laissé leurrer par un homme qui en bon théâtral a laissé croire que c'était le peuple qui parlait et qu'il représenterait le peuple « en marche ».

Au-delà des diverses mesures prises par ce gouvernement, et dont on peut à loisir discuter pour savoir si elles avantagent plutôt les riches ou les classes moyennes ou les très pauvres, dès lors qu'elles sont distribuées avec le talent d'un marketing des tribus, chacun à son tour, le plan pauvreté, la suppression de l'ISF, la suppression de la taxe d'habitation, etc., ce que constate le bon peuple, c'est que, passées les élections, le naturel est revenu au galop. Le naturel, c'est-à-dire, pour reprendre un concept que l'on doit à Saint Thomas d'Aquin, « l'habitus » de l'énarque et de ses semblables et affidés, de ceux qui savent toujours tout, qui à chaque problème trouvent une solution, qui font la leçon, sans cesse.

Le chef de l'Etat s'occupait des « grands problèmes de ce monde avec les grands de ce monde » et il n'avait rien à dire aux bouseux.

Il n'est que de voir comment, alors que Paris et Marseille étaient le théâtre de bagarres jamais vues, alors qu'une grande partie de la population se sent partie prenante des « gilets jaunes », dans cette effervescence du peuple, le chef de l'Etat, depuis Buenos Aires, a parlé aux Français pour bien leur montrer que, lui, il était ailleurs. Que lui s'occupait des « grands problèmes de ce monde avec les grands de ce monde » et qu'il n'avait rien à dire aux bouseux. On n'aurait pas pu mieux mettre en scène la morgue, l'arrogance du technocrate !

Une révolte tragique.

C'est pourquoi il n'y a pas de « pensée palliative » possible, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de réponse à opposer à cette révolte. Je fais depuis longtemps une distinction entre le drame et la tragédie. Le drame, c'est la situation qu'on explique et à laquelle on trouve une solution. *Dramein*, c'est trouver une solution. Le tragique, au contraire, c'est l'aporie, la finitude de la destinée humaine, notre « être pour la mort » dirait Heidegger. Il faut entendre dans la multitude de revendications des « gilets jaunes » (diminuer les impôts et les taxes, augmenter les services publics, augmenter les salaires, baisser le prix de l'essence, etc.) non pas des questions auxquelles il faut répondre une à une, mais bien l'affirmation du « sentiment tragique de la vie » !

Et je pense même que derrière le leitmotiv répété un peu cyniquement par les bien-pensants – la désespérance de ceux qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois –, les « gilets jaunes » disent en fait : on en a marre d'être obnubilés par la consommation, par l'argent, par le matérialisme. On a envie de rêver, de faire la fête, de s'éclater et pas de compter. On en a marre de la banque ! Significative est à ce titre la violence gratuite de l'attaque des agences bancaires, dans lesquelles on ne vole pas, mais qu'on tente tout simplement de saccager ! Il y a donc dans ce mouvement des « gilets jaunes » quelque chose que nos politiques quels qu'ils soient ne peuvent pas comprendre : l'affirmation brute et grossière selon laquelle on n'a plus besoin d'eux, on ne croit plus en eux. Tenter de les ramener à quelque extrémisme, de droite ou de gauche, n'est qu'une pantalonnade.

Ce qui lui est opposée, c'est cette centralité souterraine, ces mouvements qui se développent, avec l'aide des réseaux sociaux, de manière virale, épidémique.

Mais le « dédagisme » est cruel : il dit qu'il n'y a pas de remplaçant possible. Emmanuel Macron a joué sur ce dédagisme et s'est fait élire ; mais c'était un jeu dangereux pour lequel il risque de payer un prix très lourd. D'une certaine manière, c'est la fonction même de chef de l'Etat, c'est la centralité qu'elle incarne qui est attaquée. Et ce qui lui est opposée, c'est cette centralité souterraine, ces mouvements qui se développent, avec l'aide des réseaux sociaux, de manière virale, épidémique.

Cela survient pour le pire quand il s'agit avant tout de casser ; mais cela survient aussi pour le meilleur, et même les commentateurs le constatent qui parlent des diverses solidarités et entraides qui se développent, non plus dans le grand machin étatique, dans le grand système de protection auquel ils ne croient plus, mais au jour le jour – et dans ce qui est essentiel : la vie quotidienne !



Un changement de paradigme.

Je suis lecteur et adepte du *Savant et du Politique* de Max Weber. Loin de moi donc l'idée de « dire ce qu'il faut faire » ! J'ai toujours dit que la pensée authentique était compréhensive, c'est-à-dire qu'elle cherche à voir ce qui est et non pas à dire ce qui devrait être. Ce que je vais dire est donc tiré directement de cette observation empathique, celle que je fais dans mes circumnavigations entre les livres des philosophes et ceux des grands théologiens du Moyen-Âge et les bistrots ou les diverses conversations que j'ai avec mes amis et leurs enfants dans mon village natal – entre la pensée de l'Être et sa déclinaison au quotidien, dans la vie banale.

Je savais qu'il y aurait beaucoup de monde dans ces manifestations de « gilets jaunes » depuis octobre. Mais je sais aussi que, paradoxalement, la façon dont les élites parlent « des gens » – désespérés parce qu'ils gagnent 1200 euros par mois, etc. –, cette façon de parler n'est d'aucune aide au peuple, bien au contraire. Les gens n'en ont que faire de la compassion, de ces niagaras de bons sentiments. Ils protestent parce qu'une augmentation de 100 euros par mois sur la facture d'essence, c'est énorme dans leur budget, et parce qu'ils savent que peu de politiques payent leur plein d'essence ! Mais cela ne signifie pas qu'ils soient des sous-hommes, incapables de vivre bien, d'avoir des sentiments de solidarité, d'entraide, qu'ils n'aiment pas faire la fête, se retrouver ; bref, il faudrait que nos élites parisiennes abandonnent leur discours de dames patronnesses, discours aussi blessant que contre-productif.

Nous sommes dans une crise, non pas d'abord économique ou sociale, mais dans un vrai changement de paradigme : le politique, c'est la gestion, la régulation de l'être ensemble, du vivre ensemble. C'est la ritualisation de la violence, l'homéopathisation des rivalités, c'est la régulation des diverses passions et émotions collectives qui sont souvent contradictoires.

Tous les corps intermédiaires ont été dissous, les individus se sont retrouvés libres de toute attache communautaire, simplement liés entre eux par un contrat social.

Ce politique s'est constitué dans la modernité (XVIII^e-XX^e siècle) en démocratie représentative : c'est-à-dire que tous les corps intermédiaires, toutes les corporations, confréries ont été dissous, que les individus se sont retrouvés libres de toute attache communautaire, simplement liés entre eux par un contrat social, ou autrement dit par un ensemble de normes leur dictant leur comportement les uns par rapport aux autres. Ces normes sont élaborées par leurs représentants et s'appliquent à tous. Ceci ne fonctionne plus : les individus, les personnes ne se sentent plus représentables. Est-ce à dire qu'ils soient devenus individualistes, qu'ils n'aient aucun sens du bien commun ? Pas du tout.

Les communautés de destin.

Cela signifie au contraire qu'ils ne conçoivent le bien que comme commun, s'inscrivant, au quotidien, dans leur communauté de vie, je dirais même leurs communautés de destin. C'est ce mouvement de retour à une socialité communautaire, de proximité, m'impliquant dans un être collectif, me définissant par mes appartenances à diverses tribus, qui dessine la sortie de la modernité.

Le politique s'exerce alors à plusieurs niveaux : au niveau de proximité, il s'agit de permettre que ces diverses communautés favorisent l'épanouissement de chacun, de permettre que s'exercent le don et le contre-don plutôt que l'assistanat, que les solidarités et l'entraide se construisent sur un partage, que les émotions se vivent ensemble sans avoir forcément besoin d'une manifestation sanglante. Mais le politique continue à s'exercer à un niveau plus important, celui de la région, de la nation, voire et je pense de plus en plus de l'Europe comme fédération des régions. Il s'agit alors d'une nouvelle manière de faire de la politique, non plus comme représentation de chaque individu, mais comme régulation d'une diversité communautaire. Entendons bien : pas des communautés figées, renvoyant chacun à ses origines ou à une identité fixe, mais des regroupements affinitaires, parfois occasionnels, parfois plus pérennes, dessinant de nouvelles formes de cohésion sociale. L'histoire humaine avance par cycles : des époques, longues de deux à quatre siècles, pendant lesquels un type d'imaginaire prédomine. L'époque moderne a vu prédominer le modèle matérialiste, productiviste – avec le bien que l'on sait, en matière notamment de santé, d'éducation, mais avec également les saccages écologiques que l'on connaît et l'effritement des solidarités de base. Nous entrons dans une autre époque, où l'idéal communautaire resurgit, où l'homme comprend qu'il ne peut plus dominer la nature.

Ce qui est recherché est plutôt de l'ordre du relationnisme que de l'intérêt économique individuel.

Chaque changement d'époque connaît une période de troubles profonds, car les sociétés peinent à construire le modèle de régulation adapté, et notamment à formuler leur histoire, à trouver les mots justes pour décrire leur destin.



Mettre des mots sur la réalité.

Qu'il s'agisse des « gilets jaunes » ou du gouvernement et des commentateurs, le vocabulaire reste un peu désuet, ancien. Il n'est pas sûr que ce que souhaitent les gens soit de l'ordre du toujours plus, de la croissance et de la consommation en constante augmentation. Il semble même que ce qui est recherché soit plutôt de l'ordre du relationisme que de l'intérêt économique individuel. Après tout, vouloir continuer à se déplacer, c'est vouloir rencontrer l'autre, les autres, passer de chez soi à ailleurs.

Une des premières tâches du politique serait de savoir écouter ce qui se passe et mettre les mots les plus justes possible sur la réalité. Car l'on ne peut être que blessé quand on entend les réactions des élites à l'égard des « gens ». Les réactions sont trop souvent méprisantes, en tout cas à côté de la plaque, comme je l'ai déjà dit.

A côté de la plaque celui qui fait la différence entre le bon « gilet jaune » (la pauvre femme aide-soignante qui ne gagne que 1200 euros par mois, oublieux qu'il est que c'est plus que le SMIC !) et le sauvageon, la racaille, qui de plus « met sa casquette à l'envers, signe du mauvais sens de son assimilation ! ».

A côté de la plaque en général ceux qui n'ont pour seul leitmotiv que la plainte, la victimisation. Les « gilets jaunes » ne sont pas des « victimes », d'ailleurs peu d'entre eux se sont présentés comme allocataires du RSA ou autres catégories de la politique sociale.

A côté de la plaque aussi ceux qui, conscients sans doute de l'extrême diversité du mouvement, ce que j'ai appelé sa tribalisation, veulent jouer sur les différences, exacerber les conflits. Notamment en isolant les « casseurs », en les renvoyant à une identité politique qu'ils n'ont pas.

Tous ces discours moralisateurs, répressifs, toutes ces leçons n'auront pas d'autre effet que d'exciter les réactions.

Disons-le tout net : tous ces discours moralisateurs, répressifs, toutes ces leçons n'auront pas d'autre effet que d'exciter les réactions. Alors, bien sûr, le « mouvement » des « gilets jaunes » va peut-être s'arrêter, il y aura une sorte de trêve. Il n'empêche, le feu continuera à couvrir si l'on ne sait pas trouver d'autres modes d'expression de l'être ensemble.

Ce qui oppose les « gilets jaunes » à toutes les élites, c'est qu'ils réclament n'importe quoi et son contraire. Il y a beau jeu de se gausser de ces revendications outrancières et irréalistes. Mais, comme « gilet jaune », j'aimerais qu'on n'occulte pas le rêve, l'imagination, les fantasmagories, tout ce qui nous permet d'exprimer, justement, la communauté de destin. Et il n'est pas certain que la baisse, la suspension ou le report des taxes sur l'essence suffisent à assouvir ce désir.

Un mouvement qui échappe à l'intelligentsia.

D'où la nécessité de se tenir éloigné de ce « tout petit monde » qu'est celui de l'intelligentsia. Ne serait-ce que parce qu'il est clair maintenant que leurs instruments d'enquête, de sondage, leurs explications économiques, sociologiques, ont longtemps occulté les profondes mutations à l'œuvre dans notre société. Il faut, au contraire, savoir mettre l'accent sur le retour de l'imaginaire, des diverses formes de religiosité, sur une forme de réenchantement du monde qui sont bien loin de la seule définition de la condition sociale par le « pouvoir d'achat » ! Les sociologues, qui sont pour une large part d'entre eux des militants, sont bien embêtés devant ces « gens » : certes, ils revendiquent de gagner plus, mais refusent toute forme de frustration à but écologique ; ils veulent améliorer leur niveau de vie, mais proposent de faire des économies sur l'accueil des migrants ; bref, ils ne sont pas toujours politiquement corrects ! D'une certaine manière, ils disent de manière grossière ce que Macron et son cénacle a joué de manière distinguée : on ne se reconnaît plus dans les partis, dans les syndicats, etc.

Il n'est pas possible d'enfermer ce méli-mélo de revendications dans une cohérence économique ou sociale quelconque, ni de l'embrigader dans un combat des bons contre les mauvais.

On peut faire à propos de ces événements de la stratégie politique, voire ergoter sur les réformes constitutionnelles possibles. Mais il n'est pas possible d'enfermer ce méli-mélo de revendications dans une cohérence économique ou sociale quelconque, ni de l'embrigader dans un combat des bons contre les mauvais. Les « gilets jaunes » ne se battent pas pour un « bien commun » abstrait et sans doute leur solidarité n'englobe-t-elle pas toute la misère du monde !

Plus encore que les politiques et les journalistes, les universitaires ont peur du peuple, ce qu'ils nomment « populisme ». Ils en ont tellement peur qu'ils ne l'approchent pas et donc peinent à le comprendre. Ils n'ont donc rien à dire, ou sans doute parleront-ils après coup.

Ayant fait, dans les trois semaines qui viennent de s'écouler, des conférences dans divers pays européens, je peux dire qu'aux questions que me posaient mes collègues et les journalistes, j'ai senti qu'il y avait une forme de connivence, d'appétence et d'attente pour ce qui était en train de se passer en France. Bien sûr, la France garde à l'étranger l'image de l'initiatrice de multiples révoltes ou révolutions. Ce qui s'y passe, et notamment les mouvements à

symbolique insurrectionnelle à Paris, intéresse. Cela signifie que de nombreux pays connaissent comme nous l'épuisement du modèle de démocratie représentative et que dès lors leur intérêt dépasse la simple curiosité pour le combat politico-institutionnel. Il s'agit de reconnaître que la fin d'un monde n'est pas la fin du monde, mais bien le signe de l'émergence d'un monde nouveau !

Michel Maffesoli

Partager :